



Pour une mise à jour de la communication institutionnelle en chimie

Discipline scientifique à la fois et l'une des branches les plus importantes de l'industrie, indispensable à pratiquement tous les progrès techniques au rythme desquels nous vivons mais cible constante des militants de l'environnement ou des inquiets du « toujours plus de consommation ! », la chimie a besoin d'être connue pour être comprise, acceptée et appréciée. Bref, elle a besoin que sa communication institutionnelle occupe le premier plan de ses priorités.

Mais où y a-t-il un problème, n'est-ce pas déjà le cas ? Les chimistes, globalement, la conduisent cette politique de communication, et avec des résultats. Les preuves ? Un Institut National de Chimie s'est créé au sein du CNRS alors que l'on pouvait craindre que la discipline scientifique « chimie » ne disparaisse derrière des problématiques d'objectifs (la santé, l'environnement, les matériaux...). L'UIC* réussit à faire connaître auprès des milieux professionnels et politiques la vigueur de ses orientations vers l'instauration d'un développement durable et à faire prendre la mesure des enjeux qu'elles représentent.

Cependant, les menaces sont toujours là. Elles prennent par exemple la forme du refus des installations chimiques par leurs voisinages (évidemment traumatisés – et bien avant AZF – par les « grands accidents »). Hélas, les réactions de l'institution peuvent ici avoir un parfum de démission faute d'un travail préalable de communication sur l'opinion, se résumant parfois à « renoncer aux opérations risquées » plutôt qu'à « maîtriser le risque et obtenir l'acceptation du voisinage ». L'évolution de l'héritier d'un fleuron historique, le groupe SNPE**, dont la presse nous entretient depuis une quinzaine d'années au fil de la signature « d'accords internationaux » ne donne-t-elle pas une illustration typique de cette politique [1] ? Autre exemple : comment éviter le développement de nouvelles craintes militantes comme celles qui se sont manifestées récemment devant un projet d'équipement d'un site de stockage de CO₂ ? [2]. La déraisonnable sur-réaction des consommateurs devant la présence de « substances chimiques » dans l'environnement ou l'alimentation est un autre indicateur préoccupant. La permanence de ces menaces provenant de l'opinion publique se traduit malheureusement par le repli depuis quelques années des vocations des étudiants des universités pour la technique en général et la chimie en particulier. Décidément, le travail sur la communication institutionnelle de la chimie ne peut pas se ralentir.

Il en est d'autant plus ainsi que la mutation des moyens apportée par Internet est loin d'être aboutie. Un point d'histoire sur la presse écrite peut fournir une analogie : si « *La Gazette* », premier périodique français, paraît en 1631, ce n'est qu'en 1777 que paraît le premier journal quotidien français [3]. Dans toutes ces années intermédiaires, on note la publication de feuilles occasionnelles, de nouvelles annuelles, semestrielles ou sans périodicité fixe : tout un foisonnement qui évoque (en plus ralenti) la multiplicité actuelle de sites Internet de toutes sortes. La presse écrite n'a pris sa forme moderne qu'au milieu du XIX^e siècle sous l'effet d'une demande devenue intense du fait du contexte politique plus démocratique et de poussées techniques formidables : invention des presses rotatives (1860), développement des liaisons internationales (premier câble sous la Manche en 1851), nouveaux langages (l'alphabet Morse en 1835), organisation de la profession (création vers 1860 des premières agences de presse : Havas, Associated Press).

Qu'en déduire pour notre communication institutionnelle au XXI^e siècle ? Bien hasardeux de faire des prophéties. Soulignons simplement qu'Internet (en particulier le web 2.0) donne de nouveaux moyens d'accéder au public, de le fidéliser, de faire qu'il se forme. Les « lettres informatiques » sont de tels outils. De multiples exemples peuvent être regardés de près : la lettre du *Journal de l'environnement* en est un, la lettre sur « les énergies de la mer » un autre [4]. Ces lettres sont quotidiennes et gratuites ; elles exploitent toutes les possibilités de l'archivage informatique (moteur de recherche) et sont envoyées sur abonnement. Il semble bien exister là de quoi créer une communauté compétente autour de la thématique choisie si l'on accepte toutefois une condition obligatoire : à l'instar de la grande presse et pour assurer la confiance des lecteurs, la rédaction doit jouir d'un haut degré d'indépendance, limité par le seul mandat général de ses tutelles. Creuser ce concept, ensemble entre chimistes industriels, ingénieurs, enseignants et scientifiques, serait un pas de plus vers l'efficacité de la communauté des chimistes.

Paul Rigny
Rédacteur en chef

* Union des Industries Chimiques.

** Société Nationale des Poudres et Explosifs.

[1] Par ex. : *Les Échos*, 6 sept. 2010.

[2] Dohmen F., Jung A., Wagner W., Die Zukunft ist schwarz, *Der Spiegel*, 2010, 29.

[3] *Histoire de la presse écrite*, Wikipédia.

[4] www.journaldelenvironnement.net ; <http://energiesdelamer.blogspot.com>

Au moment de mettre sous presse, nous avons eu l'immense plaisir d'apprendre que la **Médaille d'or du CNRS** a été décernée à **Gérard Férey**, vice-président de la SCF. La rédaction et, nous en sommes sûrs, tous les membres de la SCF lui présentent leurs plus chaleureuses félicitations. Par la reconnaissance de ses travaux dans le domaine des matériaux poreux, c'est la discipline – et toute la chimie – qui est récompensée. Nous reviendrons sur cette nouvelle dans le prochain numéro.

